

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Dégradation marquée du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires se dégrade à nouveau au premier trimestre 2013 (-4,8 points), demeurant bien en deçà de sa moyenne de longue période (-14,8 points). Il atteint ainsi un niveau proche du point bas observé au moment de la crise financière mondiale, en 2009.

Cette évolution s'explique principalement par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé et, dans une moindre mesure, sur le trimestre à venir.

Les intentions d'investir à un an se révèlent également défavorables, traduisant le manque de visibilité des entrepreneurs sur les perspectives à venir.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

La plupart des indicateurs macroéconomiques témoignent d'un ralentissement de la demande intérieure. Le marché du travail est moins dynamique, avec une nouvelle diminution du nombre de nouvelles offres d'emploi. La consommation des ménages est mitigée, alors que la hausse des prix reste contenue. L'investissement des entreprises marque le pas, signe d'un manque de confiance persistant des professionnels. Les importations se contractent, en lien avec la diminution des besoins de l'usine du Nord, entraînant une légère amélioration de la balance commerciale.

Les évolutions des indicateurs sectoriels sont contrastées. Le secteur de la métallurgie bénéficie de l'apport de l'usine du Sud, alors que l'extraction minière pâtit des conditions climatiques défavorables. Le secteur du BTP ralentit, malgré la poursuite du chantier du Médipôle. L'activité des secteurs de l'industrie, du commerce et des services reste dégradée. Le secteur du tourisme subit pour sa part la baisse du marché émetteur métropolitain.

DES AJUSTEMENTS DES POLITIQUES MONÉTAIRES DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Après avoir rebondi au quatrième trimestre, l'économie chinoise a ralenti au premier trimestre 2013. Le PIB a progressé de 7,7 % sur un an à fin mars 2012, contre +7,9 % trois mois auparavant. L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé le 9 avril avoir abaissé d'un cran la note souveraine de la Chine en yuan, qui passe de AA- à A+ en raison de la forte augmentation du crédit bancaire, le poids de l'endettement public, ainsi que l'étroussure relative de la base fiscale.

L'économie japonaise se redresse au premier trimestre 2013. Le PIB s'accroît ainsi de 0,9 %, après +0,3 % au trimestre précédent. La BoJ a défini un nouveau cadre de politique monétaire, intitulé « Assouplissement quantitatif et qualitatif », qui comporte notamment la fixation d'un horizon de deux ans environ pour atteindre la cible d'inflation de 2 %, ainsi que le ciblage de la taille de la base monétaire plutôt que celui du taux d'intérêt au jour-le-jour. La BoJ vise ainsi, d'ici deux ans, un doublement de la base monétaire.

Après une remarquable croissance économique en 2012 (+3,2 % contre +1,9 % en 2011), portée par la forte demande en minerais (fer, charbon, or) provenant de la Chine, la Banque centrale australienne (RBA) anticipe un ralentissement des exportations en 2013. Afin de soutenir l'économie du pays, la RBA a décidé, le 7 mai, de baisser son taux directeur de 25 points de base, à 2,75 %, niveau historiquement bas.

En Nouvelle-Zélande, le taux de croissance annuel a atteint 2,5 % en 2012, après +1,4 % en 2011. La croissance a été portée notamment par les industries du secteur primaire (+9,4 %) et par la construction (+6,1 %). A fin mars 2013, le taux d'inflation reste contenu, à +0,9 % en glissement annuel. La Banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 24 avril, de laisser son taux directeur inchangé à 2,5 %.

Une hausse des prix limitée

Au premier trimestre 2013, la progression de l'indice des prix à la consommation décélère (+0,2 %, après +0,4 % au trimestre précédent). L'augmentation découle principalement du renchérissement des prix des produits alimentaires (+1,6 %), atténuée par le recul des prix de l'énergie et des produits manufacturés (respectivement -1,6 % et -0,2 %). Les services, quant à eux, enregistrent une faible augmentation (+0,3 %).

Sur un an, l'indice des prix à la consommation croît à un rythme légèrement plus soutenu qu'au trimestre précédent (+1,7 % contre +1,6 %). Les prix des services et de l'alimentation ressortent à nouveau comme les principaux contributeurs à la hausse annuelle (respectivement +2,6 % et +2,4 %). Les prix de l'énergie affichent une progression limitée (+0,5 % après +3,4 % sur l'année 2012), en lien avec la baisse des prix des carburants constatée depuis le début de l'année 2013.

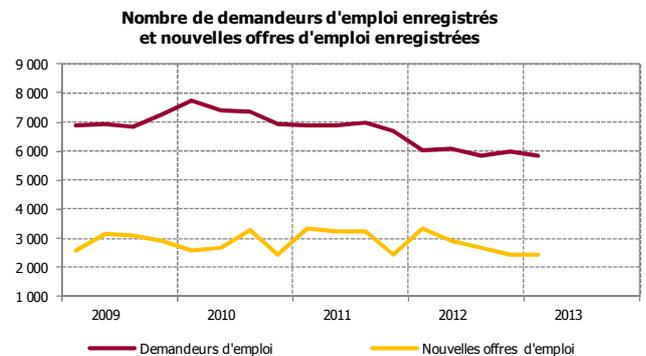


Source : ISEE

Un marché du travail moins dynamique

Le marché du travail continue de manifester quelques signes de ralentissement. Le nombre d'offres d'emploi cumulées au premier trimestre 2013 s'affichent en recul (-18,8 % en données CVS) par rapport au trimestre précédent. Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) s'inscrit en baisse de 2,5 %, après +3,2 % au trimestre précédent.

Au premier trimestre 2013, les nouvelles offres d'emploi diminuent de façon prononcée (-28,7 %) sur un an, avec une chute plus marquée pour la Province Nord que pour la Province Sud, (-47 % contre -16 %). Le nombre de demandeurs d'emploi baisse de -3,3 % sur un an.

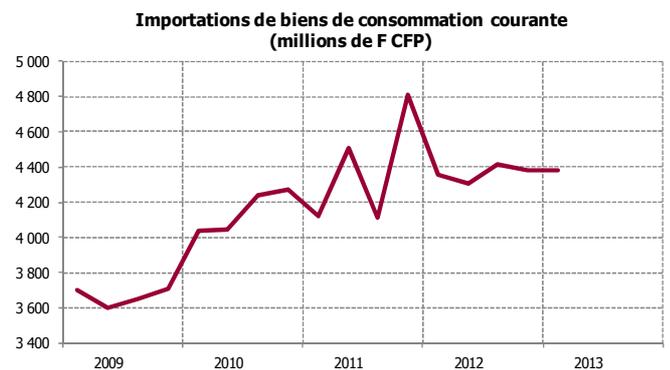


Source : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

La consommation des ménages en berne

La consommation des ménages est atone ce trimestre. Les professionnels du secteur du commerce confirment cette morosité et font état d'une détérioration plus forte de leur activité qu'au trimestre précédent, qui devrait selon eux se poursuivre au trimestre prochain.

Les importations de biens de consommation courante et de produits alimentaires sont relativement stables (respectivement +0,1 % et -0,3 % en données CVS). Les importations d'articles d'habillement et chaussures, quant à elles, sont en hausse de 1,1 % (CVS), après -13,4 % du trimestre précédent. Les immatriculations de véhicules particuliers neufs se redressent sur le trimestre (+9,0 %), mais sont en baisse par rapport au premier trimestre 2012 (-10,5 %).



Source : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

L'encours bancaire des crédits à la consommation suit l'orientation générale, s'effritant sur le trimestre (-0,5 %). Sur un an, cet encours a nettement ralenti (+2,6 %), contrastant avec les évolutions plus dynamiques des années précédentes (+3,9 % en 2011, +5,9 % en 2010).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages poursuivent leur détérioration. Ainsi, les incidents de paiement sur chèque et le nombre de personnes physiques interdites bancaires augmentent respectivement de 26,6 % et 5,7 % (+13 % et +11 % sur un an).

L'investissement marque le pas

Après avoir rebondi en fin d'année 2012, l'investissement des entreprises marque le pas au premier trimestre 2013. Les importations de biens d'équipement reculent ainsi de 11,0 % sur le trimestre et de 11,8 % sur un an, atteignant leur plus bas niveau depuis le deuxième trimestre 2011.

L'encours des crédits d'investissement des entreprises reflète cette tendance, avec une baisse de 1,7 % sur le trimestre (+2,2 % sur un an).

Les intentions d'investir à l'horizon d'un an des chefs d'entreprise sont défavorablement orientées, notamment dans les secteurs du BTP, du commerce et du tourisme.

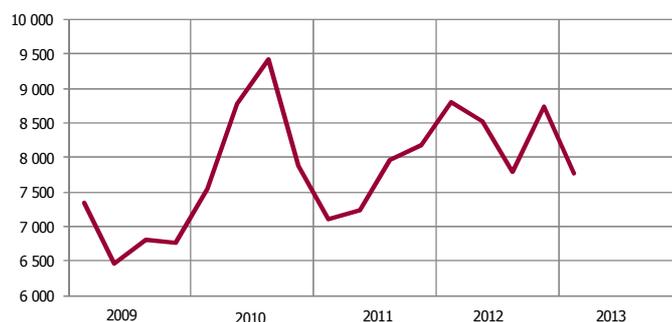
L'investissement des ménages ralentit, avec une faible augmentation de l'encours des crédits à l'habitat (+0,3 % sur le trimestre, après +1,1 % du trimestre précédent). Sur un an, l'évolution de l'encours s'est nettement infléchie (+3,6 % contre +8,2 % un an auparavant).

Amélioration de la balance commerciale

En liaison avec la moindre demande issue des grands chantiers, les importations de biens poursuivent leur repli amorcé depuis fin 2011. Les importations en valeur reculent ainsi de 4,5 % au premier trimestre, en raison de la chute du poste « autres produits » (ensembles industriels essentiellement) et malgré une demande toujours forte en produits minéraux (+27,5 %), tirée par les besoins en hydrocarbures. En revanche, les exportations en valeur progressent légèrement (+2,0 %), en raison de la progression du poste « autres exportations ».

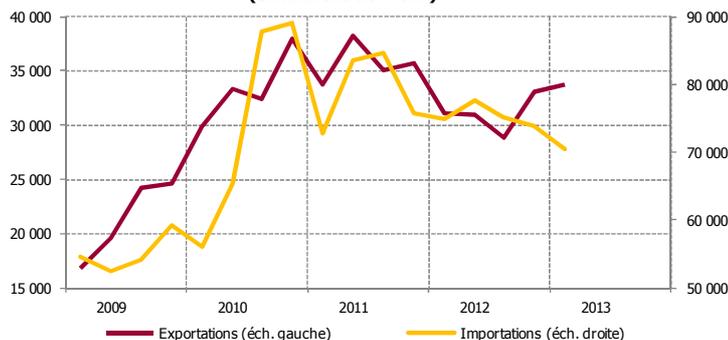
Dans ce contexte, le solde de la balance commerciale s'améliore et s'établit à -36,6 milliards de F CFP, soit près de 4 milliards de moins qu'au trimestre précédent.

Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)



Source : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Echanges commerciaux
(en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

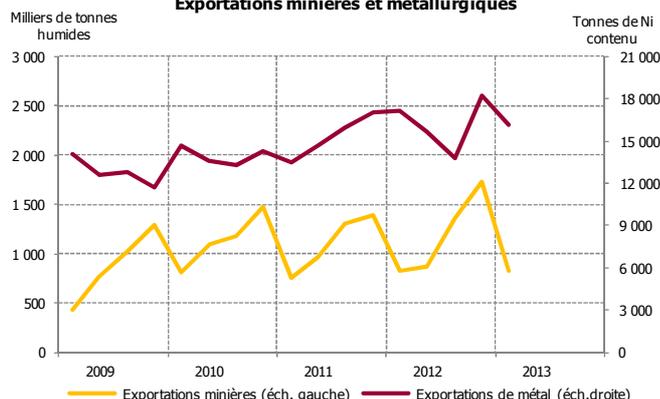
UNE SITUATION CONTRASTÉE SELON LES SECTEURS

Selon les professionnels du **secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**, l'activité s'est légèrement dégradée, en raison notamment des dépressions tropicales qui ont touché le territoire au premier trimestre. Toutefois, le secteur de l'aquaculture, porté essentiellement par la filière de la crevette, s'affiche en pleine reprise. Les exportations de crevettes enregistrent une hausse de 23,6 % sur le trimestre et de 31,9 % sur un an (CVS). Le secteur de la pêche est également bien orienté, soutenu par les exportations de poissons qui s'établissent à +4 % sur le trimestre et +26,5 % sur un an (CVS).

L'activité dans le secteur **des mines et de la métallurgie** est globalement en progression. La production métallurgique croît de 18,1 %, tirée essentiellement par la montée en charge de l'usine du Sud, après le redémarrage de la production en septembre 2012. La production de NiO et NHC a ainsi dépassé l'objectif des 5 000 tonnes (en nickel contenu) pour le premier trimestre. A l'inverse, la production de minerais bruts ressort en baisse de 12,5 %, affectée par des conditions climatiques défavorables, les exportations chutant de 51,8 %.

Malgré la reprise des ventes de NHC et NiO, les exportations de métaux reculent de 11,1 % en raison de la baisse des exportations de ferronickels et de mattes.

Exportations minières et métallurgiques



Source : DIMENC

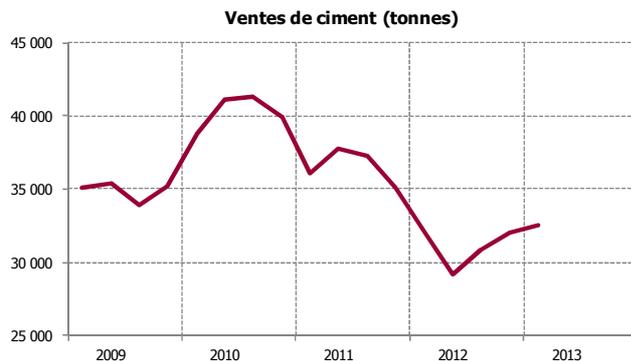
Le cours du nickel au LME est encore proche des niveaux planchers atteints en 2012. Il s'inscrit en hausse de +2 % sur le trimestre, mais en repli de 11,9 % sur un an. Le marché reste excédentaire, les stocks mondiaux de nickel enregistrés au London Metal Exchange (LME) ont continué de croître au cours du premier trimestre 2013, pour atteindre 154 000 tonnes environ en moyenne.

Après une fin d'année 2012 plus favorable, l'activité dans le secteur du **bâtiment et travaux publics**, ralentit de nouveau, selon les entrepreneurs. Cette dégradation est due principalement au secteur du bâtiment affecté par la réduction du nombre d'appels d'offres, alors que l'activité du secteur des travaux publics reste plutôt bien orientée.

Les ventes de ciment augmentent légèrement (+1,4 % sur le trimestre), en lien notamment avec l'avancement des travaux de construction du Médipôle de Koutio. Les prévisions des entrepreneurs sur l'activité du prochain trimestre restent mitigées. Leur trésorerie est en outre impactée par l'allongement des délais de paiements.

L'activité dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme** se dégrade selon l'enquête de conjoncture. La fréquentation touristique a diminué de 2,7 % sur le trimestre, pénalisée par la baisse du nombre de touristes métropolitains (-2,1 %) et néo-zélandais (-7,9 %).

Les professionnels du secteur s'attendent à une légère reprise de leur activité au cours du deuxième trimestre 2013.



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

DES PERSPECTIVES QUI S'AMÉLIORENT GLOBALEMENT

Les perspectives de l'économie mondiale se sont globalement améliorées, en dépit du maintien de facteurs de risque dans les pays avancés. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait atteindre 3,25 % en 2013 et 4 % en 2014. On devrait constater une accélération progressive dans les principaux pays avancés, surtout aux États-Unis. Dans les pays émergents et en développement, la reprise est en revanche nette.

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel se serait inscrite au premier trimestre à 2,5 % en rythme annualisé (après 0,4 % au quatrième trimestre 2012), sous l'effet notamment du dynamisme des dépenses de consommation des ménages et du gonflement des stocks. Au Japon, une reprise graduelle s'amorce depuis le début de l'année, encouragée par la stratégie gouvernementale en faveur d'une croissance de long terme pérenne.

Pour le cinquième trimestre consécutif, le PIB réel de la zone euro a affiché une croissance trimestrielle négative au quatrième trimestre 2012 (-0,6% après -0,1% au troisième trimestre 2012). Les derniers indicateurs disponibles montrent que cette atonie conjoncturelle s'est prolongée au printemps 2013, un soutien pouvant toutefois être attendu à moyen terme de l'effet bénéfique du dynamisme de la demande extérieure sur les exportations de la zone, ainsi que d'une politique monétaire accommodante.

En France, les premiers résultats du premier trimestre 2013 montrent un recul du PIB en volume de 0,2 % (après -0,2% au trimestre précédent), avec une consommation des ménages atone et un repli de l'investissement et des exportations.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'amplifierait selon le FMI de 5 % au premier semestre de 2013 à 6% en 2014. En Chine, le taux de croissance demeure élevé, même s'il s'est infléchi en glissement annuel, à 7,7 % au premier trimestre 2013, après 7,9% au trimestre précédent. L'activité devrait être également soutenue en Inde, tandis qu'au Brésil, elle profitera des baisses de taux d'intérêt intervenues en 2013 ainsi que des mesures destinées à promouvoir l'investissement.

Source : Mise à jour du World Economic Outlook, janvier 2013, FMI, INSEE, OCDE

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND – Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : juin 2013 – Dépôt légal : 3 juin 2013 – ISSN 1968-6277